

## Congo-Kinshasa : élections: le pire a été évité<sup>1</sup>

***Pour la première fois depuis les années soixante, le Congo a organisé des élections générales. Le président Kabila a confirmé son avantage. Mais le pays reste soumis au pillage de ses ressources minières.***

Il aura fallu quelques jours de violences et plusieurs dizaines de morts. Et puis les choses sont rentrées dans un ordre relatif. Une chose semble acquise : le parti de Joseph Kabila junior a très largement remporté les élections parlementaires. Son Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) et ses alliés disposent d'une confortable majorité au Parlement. Son principal opposant Jean-Pierre Bemba, leader du Mouvement pour la Libération du Congo (MLC), arrivé second au premier tour de l'élection présidentielle vient loin derrière. Et puis, deux autres formations peuvent jouer un rôle de pivot : la Codeco de Pierre Pay Pay et surtout le Parti lumumbiste unifié (Palus) du vétéran Antoine Gizenga. Ainsi, l'atomisation électorale tant redoutée n'a pas eu lieu. La future majorité sera en capacité de gouverner et l'opposition de jouer son rôle. Les portes sont maintenant ouvertes pour des tractations dans la perspective du second tour de la présidentielle qui est prévue le 29 octobre.

### « Climat constructif »

Des affrontements entre la garde présidentielle et les partisans armés de M Bemba avaient éclaté le 20 août juste avant l'annonce des résultats du premier tour de la présidentielle. Ils auraient fait au moins 23 morts dans la capitale. Les états-majors politiques de Kabila et de Bemba se sont enfin rencontrés « dans un climat constructif », selon les termes de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo, la « Monuc » qui sert de « facilitation » entre les parties. Comme le rappelait Véronique Kiesel dans *Le Soir*, « depuis plus de quarante ans, la vie politique du Congo a été faite de coups de force, de dictatures, de guerres meurtrières. »<sup>2</sup>

Organisées à grands frais par la communauté internationale le 30 juillet dernier, ces premières élections libres ont enfin permis au peuple congolais de s'exprimer. Selon la Commission électorale indépendante (CEI), le parti de Kabila aurait obtenu quelque 230 sièges sur les 500 à pourvoir dans la nouvelle Assemblée nationale. Le regroupement qui soutient Bemba disposerait d'une centaine de sièges. Il faudra donc passer par des alliances. Et dès lors, Antoine Gizenga, l'ancien compagnon de Lumumba, avec ses 13 pour cents à la présidentielle et ses 34 sièges pourrait bien faire l'appoint, même s'il ne sera pas facile de marier le nationalisme pointilleux de Gizenga aux options occidentales de Kabila. En cas d'accord, Gizenga « l'homme aux mains propres » pourrait revendiquer le poste de Premier ministre sous la présidence de Kabila.

### « La gâchette » de Mobutu

Le Congo revient de loin. Il a connu ses premières élections ouvertes depuis 1965. Durant quarante ans, le pays a vécu une longue descente aux enfers sous la férule du mégalomane Mobutu, un despote qui aimait à dire que « l'Afrique est un revolver dont le Zaïre est la gâchette. » Le tyran disparu, le pays s'est effondré dans les pillages et la guerre civile. Avec au bout du compte deux millions de morts au moins, victimes des affrontements militaires, des maladies, de la malnutrition.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 286 du *Journal du Mardi*, 19 septembre 2006.

<sup>2</sup> « Assemblée : l'heure des alliances a sonné ». *Le Soir* du 9 septembre.

Il aura fallu attendre décembre 2002 pour trouver un vague accord de paix, instaurant une sorte de transition sous la houlette de Joseph Kabila et de quatre vice-présidents représentant les principaux groupes rebelles. Comme le rappelait Le Monde « *le prix en a été lourd, la corruption atteint des sommets. Au fond, pour mettre fin à la guerre, on a mis au pouvoir une bande de mafieux, il était temps que cela prenne fin.* »<sup>3</sup>

Le Congo a donc décidé de se doter d'un président, d'une Assemblée nationale et d'un Premier ministre dans un pays vaste comme l'Europe des quinze et pratiquement privé d'infrastructures.

Mais déjà, les multinationales sont à l'affût. Les ressources minières du pays, essentiellement du Katanga, sont l'objet de bien des convoitises, au risque d'accroître encore une corruption endémique. « Le nouveau pouvoir, désormais légitimé et conforté aura-t-il le courage de s'affranchir des éléments les plus douteux de son entourage, des conseils peu désintéressés de la « communauté internationale » ? La question est centrale

## Chronologie

1885. L'« Etat indépendant du Congo », propriété du roi des Belges Léopold II

1960. Le Congo belge accède à l'indépendance.

1965. Coup d'Etat du colonel Joseph-Désiré Mobutu qui rebaptisera le pays « Zaïre » en 1997.

---

<sup>3</sup> « Congo-Kinshasa : des élections pour sortir du chaos. » Le Monde du 30 juillet 2006

Chute du maréchal Mobutu. Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'Etat après huit mois d'une rébellion soutenue par le Rwanda. Il rebaptise le pays « République démocratique du Congo » (RDC).

1998. Une nouvelle rébellion dégénère en conflit régional.

2001. Assassinat de Laurent-Désiré Kabila, auquel succède son fils Joseph.

2002. L'accord sur le partage du pouvoir ouvre la période de transition.

2005. Adoption d'une nouvelle Constitution par référendum.

2006. Un chef milicien d'Ituri est transféré à la Cour pénale internationale (CPI).

### **Au départ, 33 candidats...**

Trente trois candidats ont brigué la présidence de la République. Dans la course à la magistrature suprême, on trouve tous les profils. Nombre d'ex-belligérants, notamment l'actuel président du gouvernement de transition Joseph Kabila, et deux de ses quatre vice-présidents, Jean-Pierre Bemba et Azarias Ruberwa. Mais aussi d'anciens membres du régime Mobutu, comme Pierre Pay-Pay ; des « fils de » tel Nzanga Mobutu ; une figure historique de l'opposition à Mobutu, Antoine Gizenga, et quelques inconnus fortunés, comme Oscar Kashala, médecin aux États-Unis...

Joseph Kabila, chef d'État de trente-cinq ans, est arrivé au pouvoir en 2001 suite à l'assassinat de son père, alors président, Laurent-Désiré Kabila. S'affichant comme candidat indépendant, Joseph Kabila peut compter sur le soutien de sa formation politique, le PPRD, et sur celle de l'AMP (Alliance pour la majorité présidentielle), plate-forme de 31 partis politiques créée en juin. Il se présente comme celui qui aurait permis de ramener la paix dans le pays et conduit le peuple aux élections. Kabila affronte ses ennemis d'hier et actuels vice-présidents : Jean-Pierre Bemba et Azarias Ruberwa. Le premier, est un ancien chef rebelle soutenu par l'Ouganda. Le second, ancien chef d'une rébellion soutenue par le Rwanda, apparaît nettement plus isolé.

Pierre Pay-Pay, gouverneur de la banque centrale sous Mobutu, leader fortuné de la Coalition des démocrates congolais, a joué sur son côté technocrate.

Antoine Gizenga, quatre-vingt ans, a voulu profiter de l'absence du leader historique de l'opposition, Étienne Tshisekedi, qui a boycotté le scrutin. .